

Technologies de sécurité : la perception de l'opinion des Français au cœur de ce nouvel ouvrage du Continuum Lab

Le Continuum Lab, think tank dédié aux métiers de la sécurité et de la justice créé à l'initiative du Groupe INTÉRIALE en association avec plusieurs partenaires clés, publie un nouvel ouvrage intitulé « *La révolution technologique au service des acteurs du continuum de sécurité et de justice* ».

Fruit d'un travail collectif mené avec le CEVIPOF, l'institut OpinionWay et de nombreux experts de terrain, ce livre prolonge l'étude conduite du 18 au 26 juin 2024 auprès de plus de 3 438 Français, portant sur leur perception de la vidéoprotection, de l'intelligence artificielle et des données biométriques, alors que les Jeux Olympiques et Paralympiques marquaient une étape décisive dans l'expérimentation de ces technologies.

C'est la première fois qu'un travail de cette ampleur croise analyse d'opinion, expertise institutionnelle et retour d'expérience opérationnel. Pendant près de neuf mois, cette réflexion s'est nourrie des échanges entre hauts fonctionnaires de la police, de la gendarmerie, de l'autorité préfectorale, de l'administration pénitentiaire et de la justice, ainsi qu'avec plusieurs collectivités locales impliquées dans le déploiement de ces technologies.



Une réflexion collective, du ministère de la Justice aux forces opérationnelles de sécurité

L'ouvrage s'ouvre sur la préface du **ministre de la Justice Gérard Darmanin**, qui souligne que dans un contexte d'incertitudes croissantes, la sécurité devient une exigence démocratique partagée. Il rappelle que la très grande majorité des Français plébiscite la vidéoprotection, tout en appelant à encadrer l'innovation technologique par un socle éthique et juridique robuste.

Plusieurs personnalités publiques prolongent cette réflexion à travers leurs contributions, parmi lesquelles **François-Noël Buffet**, ancien ministre auprès du ministre de l'Intérieur, sur le rôle de l'État, **Louis Laugier**, directeur général de la police nationale, sur les doctrines d'emploi policières, **Laurent Nuñez**, ministre de l'Intérieur et ancien préfet de police de Paris, sur les enjeux opérationnels à Paris, **Marc Boget**, Général de corps d'armée, directeur de l'Agence du numérique des forces de sécurité intérieure (ANFSI), sur la gouvernance numérique des forces, et **Bruno Maestracchi**, contrôleur général de sapeurs-pompiers, sur les apports des technologies dans les services d'incendie et de secours.

Les points clés de l'ouvrage : une adhésion forte des Français conditionnée à des exigences

Les résultats de l'enquête OpinionWay détaillés dans cet ouvrage, confirment cette tension entre adhésion et vigilance. Une large majorité des personnes interrogées, soit **87 %**, considère la vidéoprotection comme un outil aujourd'hui incontournable et s'y déclarent favorables, dont 41 % « tout à fait favorables ». De plus, **65 %** adhèrent à l'idée que l'Intelligence Artificielle (IA) contribue à améliorer son efficacité opérationnelle et, à garantir la sécurité publique. **78 %** considèrent l'analyse des contenus diffusés sur les réseaux sociaux comme un levier stratégique indispensable pour anticiper des menaces potentielles.

Mais cette appétence s'accompagne d'exigences : **33 %** des Français perçoivent l'utilisation de l'IA comme une menace potentielle pour les libertés individuelles, et **près de six Français sur dix (59 %) s'estiment mal informés sur le fonctionnement des technologies de sécurité actuelles**.

Finalement, l'acceptabilité de ces technologies de sécurité repose d'abord sur l'accoutumance et la confiance accordée aux acteurs publics pour les utiliser à bon escient : **94 % font confiance aux pompiers, 91 % à la police et à la gendarmerie, 90 % aux douanes (contre 61 % pour les entreprises de sécurité privée et 45 % pour les GAFAM)**. Autrement dit, les Français approuvent ces outils à condition qu'ils soient maniés par les forces de sécurité.

Des propositions pour une innovation responsable et partagée

Au-delà du constat, l'ouvrage formule plusieurs **pistes d'action concrètes** pour accompagner l'usage responsable des technologies de sécurité. Il plaide d'abord pour un **droit à l'expérimentation encadrée**, permettant aux institutions publiques et aux collectivités de tester de nouveaux dispositifs dans un cadre juridique clair, réversible et évalué.

Il propose ensuite la création d'un **fonds national de soutien**, cofinancé avec l'État et l'Europe, destiné à aider les territoires à se doter d'équipements adaptés et à réduire les inégalités entre communes.

Enfin, le **Continuum Lab** appelle à renforcer la **coordination entre acteurs publics et privés**, à travers un pilotage partagé et la mise en place d'un **comité national d'évaluation**, garant d'un suivi éthique, technique et démocratique des expérimentations menées sur le terrain.

« Ce livre reflète une conviction forte : les technologies de sécurité peuvent améliorer l'action publique, à condition d'être bien comprises et bien encadrées. En croisant les regards de la société civile, des institutions et du terrain, nous avons voulu contribuer à un diagnostic partagé, loin des idées reçues », souligne Guillaume Farde, professeur associé à Sciences Po, directeur de l'ouvrage.

Laurent Michel, directeur du Continuum Lab et directeur des affaires publiques d'INTÉRIALE, souligne : « Cet ouvrage apporte un éclairage inédit sur la manière dont les Français perçoivent les technologies de sécurité. Il montre une confiance réelle dans leur utilité, à condition qu'elles soient mises en œuvre par des acteurs publics responsables, dans un cadre transparent et maîtrisé. »

« À travers ce livre, nous démontrons que l'innovation technologique peut devenir un levier de confiance civique et d'efficacité publique. À condition qu'elle soit rigoureusement encadrée », ajoute Gilles Bachelier, président du Continuum Lab et du Groupe INTÉRIALE

À propos du Continuum Lab

Think tank lancé à l'initiative d'INTÉRIALE en 2021, qui a pour objectif de réunir dans un espace de dialogue et de réflexion tous les acteurs du continuum de sécurité et de justice (police nationale et municipale, gendarmerie nationale, corps préfectoral, sapeurs-pompiers, administration pénitentiaire, magistrature, élus locaux...). Il est composé de l'Association des hauts fonctionnaires de la police nationale (AHFPN), l'École nationale supérieure de la police (ENSP), l'association Femmes de l'Intérieur, le fonds de dotation du Centre des hautes études du ministère de l'Intérieur (AMICHEMI), l'Amicale des cadres de la police nationale et de la sécurité intérieure (ACPNIS), l'Association des anciens combattants et résistants du ministère de l'Intérieur (AACRMI). Ils ont été rejoints en 2023 par Orphéopolis, l'association Flag!, l'École nationale d'administration pénitentiaire (ENAP) ainsi que par l'Association nationale des directeurs de services départementaux d'incendie et de secours (ANDSIS) en 2024 et l'Académie de Police.

Contacts presse :

Constance Baudry
Tél. : 06 82 43 69 62
constance.baudry@agence-constance.fr

Antoine Reeb
Tél : 07 57 68 30 60
antoine.reeb@agence-constance.fr